



ANSAR AL-SUNNA, L'ESCALADE DE LA VIOLENCE DJIHADISTE AU MOZAMBIQUE

Par Manon FABRE
et Gwendal MÉLYON

LES PUBLICATIONS



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

Depuis la découverte de gisements faisant potentiellement du Mozambique le 4ème plus grand exportateur mondial de gaz liquéfié, les tensions ont été ravivées dans une zone historiquement violente et marquée par des conflits armés. Ces tensions se manifestent par la multiplication des attaques djihadistes et par l'émergence depuis octobre 2017 "d'Ansar al-Sunna", un groupe djihadiste actif à l'échelle locale. Les attaques meurtrières se sont depuis multipliées dans la province septentrionale du Cabo Delgado, confrontant l'Etat Mozambicain à une nouvelle menace sécuritaire à laquelle il peine à faire face. Comment un tel groupe a-t-il pu se développer au Mozambique, et quelles en sont ses conséquences pour la réorganisation et la propagation du djihadisme africain ?

Il sera nécessaire d'examiner dans un premier temps les caractéristiques socio-historiques conférant au Cabo Delgado un terreau pour l'instabilité au Mozambique. Puis, il conviendra de dépeindre la montée en puissance progressive d'Ansar-al-Sunna avant d'analyser l'implantation géographique du mouvement de manière à nous questionner sur un ancrage local de long terme.

À PROPOS DES AUTEURS



Manon FABRE est membre du Comité Afrique. Diplômée d'un Master en Sécurité, Défense et Gestion de crise à l'IRIS SUP', elle est passionnée par les problématiques de dynamiques de conflit et de stabilisation.



Gwendal MÉLYON est membre du Comité Afrique. Diplômé d'un Master en Expertise des Conflits Armés et d'un Master en Etudes Africaine à Paris 1 – Panthéon Sorbonne, il se spécialise sur les crises sécuritaires en Afrique.

Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle.

Photo de couverture : "AFRICOM Exercise SHARED ACCORD 2010" par USAFRICOM disponible sous licence CC BY-NC-SA 2.0

Le Cabo Delgado, une région d'intérêts multiples, terreau d'instabilité

L'émergence des *Swahili Sunnah* dans le Cabo Delgado n'est pas un hasard, mais s'explique par une association de facteurs qui a créé un contexte favorable à l'apparition d'un tel groupe djihadiste.

Le Cabo Delgado est une province située à l'extrême-nord du pays, à la frontière tanzanienne, et est considérée selon plusieurs critères socio-économiques comme la province la plus pauvre du Mozambique¹. Le chômage y est le plus élevé du pays - en particulier chez les jeunes, et l'économie provinciale est très majoritairement tributaire du secteur de la pêche et de l'agriculture. Le cyclone Idai de mars 2019 a par exemple mis en exergue la fragilité des institutions et des services publics ainsi que la dépendance à l'agriculture. En outre, il s'agit d'une région faiblement peuplée (2,5 million d'habitants sur les 30 millions de Mozambicains), et enregistrant une densité de population bien plus faible que la moyenne nationale, ce qui permet aux djihadistes de créer des zones de repli et ainsi de sanctuariser les localités. Enfin, le Cabo Delgado est l'une des deux seules provinces à majorité musulmane dans un pays très largement chrétien (on estime que près de 70% de la population est chrétienne, contre 18% de musulmans). Bien que largement minoritaire parmi les musulmans au Mozambique, l'islam rigoriste d'obédience wahhabite jouit d'une plus forte visibilité que dans les pays voisins. Après une progression dans les années 1960, il a été dynamisé par la création en 1981 du Conseil islamique du Mozambique sous l'impulsion du Front de Libération du Mozambique (FRELIMO),

¹ https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/mozambique/mozambique-la-province-du-cabo-delgado-prise-en-otage-par-al-shabab-groupe-islamiste-radical_3208081.html

l'actuel parti au pouvoir. L'enjeu était alors de concurrencer son rival, le RENAMO, largement soutenu par les soufis, majoritaires chez les musulmans mozambicains².

Au cours de la longue histoire des violences armées au Mozambique, le nord a constitué, et continue de constituer un enjeu stratégique militaire et politique. C'est dans le nord du pays que des guérilleros du FRELIMO sont arrivés du Tanganyika (actuelle Tanzanie) en 1964 et ont attaqué un poste de l'administration portugaise, marquant le début de la guerre d'indépendance du Mozambique. De mouvance marxiste, le FRELIMO, a initialement tiré une partie de son soutien populaire chez les travailleurs mozambicains actifs au Tanganyika et les élites expatriées initiées à la doctrine communiste dans ce même pays, alors dirigé par le gouvernement socialiste et panafricain de Julius Nyerere. Ces mouvements d'idées et de personnes chez le voisin du nord se retrouvent également aujourd'hui dans l'émergence de groupes djihadistes radicaux au Cabo Delgado. Le départ de la révolution indépendantiste dans cette province s'explique également par la faible implantation de l'État, et donc de la plus faible présence portugaise dans la région septentrionale. Il est également possible de dresser un parallèle avec la situation actuelle étant donné que les *Shebabs* tirent profit de la faiblesse de l'État mozambicain dans le Cabo Delgado.³

À la suite de l'indépendance obtenue en 1974 après 11 ans de guerre, le nord est demeuré un territoire stratégique dans la guerre civile opposant le FRELIMO au RENAMO (Résistance Nationale du Mozambique) de 1977 à 1992. Dans un contexte de guerre froide et d'engagement militaires des deux blocs (Afrique du Sud et Rhodésie pour le RENAMO, Tanzanie et Zimbabwe pour le FRELIMO), le contrôle des frontières était déterminant. Par ailleurs, le conflit s'est largement appuyé sur des logiques ethniques, particulièrement dans le nord entre les groupes makonde, makua et mwani malgré la volonté initiale du FRELIMO de limiter le tribalisme et le régionalisme⁴. Ainsi, les populations makonde, pourtant peu nombreuses à l'échelle nationale, ont été largement surreprésentées dans les forces armées du

² Liazzat BONATE. "Muslims of Northern Mozambique and the Liberation Movements". *Social Dynamics*, Vol. 35, No 2, September 2009, pp. 280-29

³ Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre les membres du groupe Ansar al-Sunnah et le groupe Al-Shebab de Somalie, cependant le groupe somalien est source d'inspiration pour le groupe mozambicain. Les membres d'Ansar al-Sunnah sont souvent appelés « Shebabs » par les locaux – *shebab* signifie « jeune » en arabe

⁴ DERLUGUIAN, Georgi (1997), MORIER-GENOUD, Eric (ed.). *Sure Road? Nationalisms in Angola, Guinea-Bissau and Mozambique*. Leiden, Koninklijke Brill. 2012 pp. 81–95

FRELIMO. Anciennement réduits en esclavage par leurs voisins makua et mwani, islamisés depuis le XIV^{ème} siècle et majoritairement favorables au RENAMO⁵, les makonde ont tiré profit des guerres successives et continuent aujourd'hui d'occuper des hauts postes dans l'administration militaire. Cette situation a abouti à l'exacerbation du ressentiment des populations mwani et makua à l'encontre des makonde. Les tensions interethniques et interreligieuses actuelles dans le nord du Mozambique sont en partie l'héritage de ces tensions communautaires et alimentent le recrutement des "Shebabs".

L'émergence de ce groupe djihadiste concorde également avec la découverte entre 2010 et 2013 de gigantesques gisements de gaz au large de Palma, qui devraient potentiellement faire du Mozambique le quatrième exportateur de gaz mondial. Selon les estimations du Trésor Français, l'exploitation de ces gisements devrait permettre la création de 15 000 emplois directs et de doubler le budget du pays en générant à moyen terme 3 milliards de dollars par an⁶. Ainsi, selon le FMI, le Mozambique pourrait enregistrer une croissance de plus de 20% par an à l'horizon 2023-2024. La découverte de ces gisements dans le Cabo Delgado suscite l'intérêt des multinationales et des populations locales qui réclament leurs parts de bénéfices. Celles-ci sont déjà largement exclues des recettes de l'exploitation de plusieurs mines de rubis dans le nord du pays à l'instar de la mine de Montepuez, parfois considérée comme le plus grand gisement de rubis du monde⁷. L'État central a effectivement chassé les mineurs clandestins, récupéré le bénéfice des contrats avec les compagnies internationales de pierres précieuses, et nommé des proches du parti comme le général makonde Pachinuapa à la gestion de celles-ci⁸. Le Mozambique est classé parmi les 25 pays les plus corrompus dans le Monde⁹, les bénéfices de l'exploitation de ces richesses naturelles échappent largement aux populations mwani et makua ce qui accentue le ressentiment chez une partie des habitants du Nord.

⁵ <https://clubofmozambique.com/news/mozambique-worsening-conflict-rooted-in-poverty-repression-intolerance-allafrica-153330/>

⁶ https://www.lepoint.fr/afrique/gaz-du-mozambique-entre-potentiel-et-menaces-26-02-2020-2364600_3826.php

⁷ Ibid

⁸ https://www.lepoint.fr/monde/dans-le-nord-du-mozambique-la-face-cachee-de-la-fievre-du-rubis-07-10-2018-2260909_24.php?fbclid=IwAR2GFdt6VnoCJRDI4d7WF_C_JFE9sSY_8uvo1v3lyQOrIc5L-mVVzBzUowY

⁹ Selon Transparency International : <https://www.transparency.org/en/countries/mozambique>

C'est dans ce climat de pauvreté, de rivalités interethniques et religieuses et d'inégale répartition des richesses naturelles que le groupe Ansar Al-Sunna s'est fait connaître par l'attaque de Mocimboa da Praia en octobre 2017 avant de prendre progressivement de l'ampleur jusqu'à aujourd'hui.

Ansar Al-Sunna, la montée en puissance d'un djihadisme mozambicain

En 2015, le groupe Ansar al-Sunna se forme tout d'abord en tant qu'organisation religieuse, avant de devenir un groupe militarisé. Les jeunes militants à l'origine de la pensée du groupe seraient partis au Soudan, en Arabie Saoudite et dans les pays du Golfe grâce à des bourses d'études et sont revenus sensibilisés à l'islam rigoriste d'obédience wahhabite. Un des dirigeants connus, un Mozambicain appelé Nuro Adremane serait parti grâce à une bourse pour la Somalie en passant par la Tanzanie et le Kenya. L'autre dirigeant, un Gambien appelé Musa aurait participé à la recherche active de membres pour le groupe dans le nord du Mozambique¹⁰. Inspirés par Aboud Rogo Mohammed, religieux radical kenyan et membre des Shebabs somaliens, le groupe s'est dans un premier temps installé en Tanzanie, à Kibiti¹¹. Après avoir été chassés par le gouvernement tanzanien, ils sont venus s'installer au Mozambique, dans la province de Cabo Delgado, où ils bénéficient d'un écosystème favorable à l'expansion du groupe - grâce au chômage des jeunes et au faible développement économique.

Le groupe est organisé en cellules qui sont relativement indépendantes les unes des autres. La majorité des membres semble être localisée dans le parc naturel "Parque Nacional das Quirimbas", entre Palma et Pemba où des attaques sont menées régulièrement. Le groupe jusqu'alors relativement méconnu commence à faire de plus en plus parler de lui avec les dernières attaques d'une ampleur supérieure. Les djihadistes n'ont pas publié à ce jour de revendications ni de communications officielles sur les intentions du groupe. Dans les zones qu'ils contrôlent ils exigent l'instauration de la Charia et s'opposent au système d'éducation

¹⁰ <https://africacenter.org/spotlight/the-emergence-of-violent-extremism-in-northern-mozambique/>

¹¹ <https://jamestown.org/program/ansar-al-sunna-a-new-militant-islamist-group-emerges-in-mozambique/>

laïc du gouvernement. Les enfants des membres du groupe auraient donc été déscolarisés et les militants auraient l'interdiction de se faire soigner ou d'emmener leurs proches à l'hôpital¹².

Ces derniers mois, Ansar al-Sunna a développé une nouvelle stratégie pour obtenir le soutien de la population locale. En effet, dans une région où le développement économique est faible et dans laquelle la population peut se sentir délaissée par l'État, le groupe a mis en place un système de redistribution des biens issus du pillage et a diminué les attaques à l'encontre des civils, dans l'objectif de faire accepter sa présence. Cette logique d'achat de la paix sociale dans une zone de développement économique faible est classique chez les mafias, groupes rebelles ou terroristes cherchant une forme de protection et une légitimité auprès de la population. Quant au financement, Ansar al-Sunna vit du trafic de bois, de rubis mais aussi de drogue car Cabo Delgado est devenue une plaque tournante de l'héroïne à destination de l'Europe et de l'Afrique du Sud en provenance du Pakistan¹³. Les membres bénéficient également de contacts tanzaniens issus de leur première implantation dans le pays¹⁴.

En octobre 2017, Ansar al-Sunna commet sa première attaque à l'encontre de trois postes de police à Mocimboa de Praia, non loin de la frontière tanzanienne, faisant deux morts chez les policiers et 10 parmi les membres du groupe. Environ 30 membres ont pris d'assaut le commandement de la police du district, un poste de police et le poste de police de la patrouille des ressources naturelles et de l'environnement. Depuis, les attaques sont devenues de plus en plus violentes et ont connu une détérioration soudaine en mars 2020. Si le groupe s'est fait connaître jusqu'alors par des actions rapides et de faible intensité comme des attaques de véhicules ou des raids sur des villages isolés, il est désormais capable de planifier des attaques coordonnées. Les 23 et 25 mars 2020, les villes côtières de Mocimboa da Praia et Quissanga ont été attaquées par voie maritime et terrestre, avant d'être occupées pendant plusieurs heures. Des drones auraient été utilisés pour préparer les dernières attaques¹⁵. Le 21 mai, c'est au tour de la ville de Macomia d'être attaquée par environ 150 combattants du groupe. Plusieurs bâtiments publics ont été pillés et incendiés et la population civile a fait office de

¹² <https://africacenter.org/spotlight/the-emergence-of-violent-extremism-in-northern-mozambique/>

¹³ <https://jamestown.org/program/ansar-al-sunna-a-new-militant-islamist-group-emerges-in-mozambique/>

¹⁴ Ibid

¹⁵ Note d'alerte d'une société française de Conseil en sécurité

bouclier humain dans un siège qui a duré plusieurs jours. La ville n'a finalement été reprise que le 31 mai. Des sociétés militaires privées équipées d'hélicoptères de combat sont venues en aide aux forces armées nationales pour cette opération¹⁶. Par ailleurs, le mode opératoire devient de plus en plus sophistiqué et se rapproche davantage de ceux des groupes armés du Sahel ou des Shebabs de Somalie avec l'utilisation d'armes lourdes, d'enlèvements massifs et le recrutement forcé parmi la population. Le 7 avril, 52 civils, en majorité des jeunes, ont été massacrés à Xitaxi, un village de l'extrême Nord. À l'origine de ces exactions, le refus des jeunes du village de rejoindre les rangs d'Ansar al-Sunna. Les scènes d'exactions (fusillades et décapitations) rappellent les débuts de l'État Islamique, illustrant là encore les sources d'inspiration du groupe. Depuis juin 2019, certaines actions ont été revendiquées par l'État Islamique. Selon l'OCHA¹⁷, les attaques auraient causé le déplacement d'environ 200 000 personnes depuis 2017 et ACLED chiffre le bilan humain des attaques à au moins 2000 morts chez les civils, policiers et militaires¹⁸.

L'escalade de la violence semble s'accélérer et s'étendre : les 10 et 11 novembre 2020, le groupe djihadiste a décapité une cinquantaine de personnes dans le district de Muimbe, toujours dans la province du Cabo Delgado¹⁹. En octobre, le groupe avait procédé à l'attaque du village de Kitaya dans le sud de la Tanzanie, pour un bilan d'une vingtaine de victimes parmi les civils et les soldats²⁰.

L'envergure des récentes attaques et les liens présumés entre l'EI et Ansar al-Sunna soulèvent des questions, notamment celle de la pérennité du groupe dans la région.

Une organisation amenée à s'implanter durablement ?

Plusieurs indicateurs semblent annoncer un enracinement progressif d'Ansar al-Sunna dans la province du Cabo Delgado. En effet, le modus operandi du groupe mozambicain s'apparente

¹⁶ Ibid.

¹⁷ L'OCHA est le Bureau de la coordination des affaires humanitaire des Nations Unies.

¹⁸ <https://acleddata.com/tag/mozambique/>

¹⁹ https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/massacres-decapitations-enlevements-un-groupe-islamiste-seme-la-terreur-au-mozambique_4179987.html

²⁰ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/23/la-tanzanie-ciblee-par-une-attaque-revendiquee-par-l-etat-islamique_6057074_3212.html

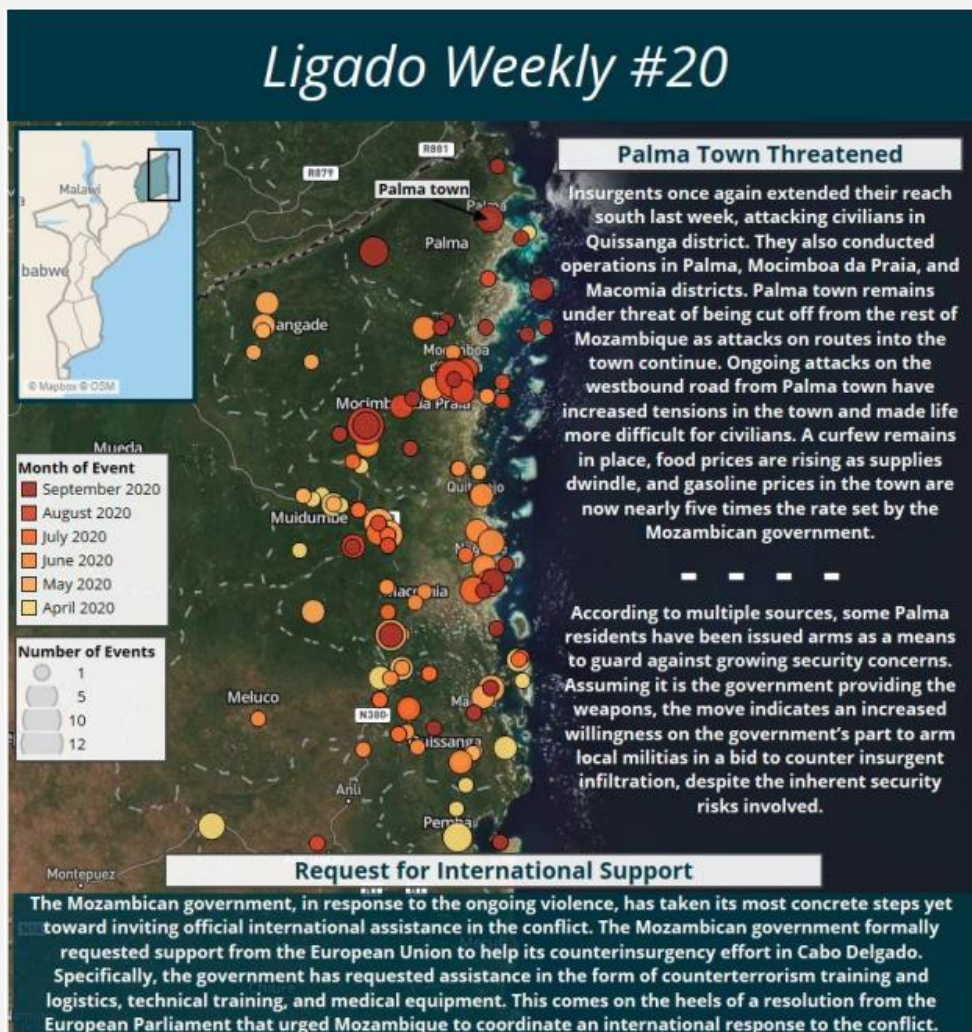
de plus en plus à celui du groupe Etat Islamique (EI), et ses attaques sont mieux organisées qu'à ses débuts. De fait, la complexité des dernières attaques de mars laisse présumer une circulation de savoir-faire de l'EI central vers le groupe mozambicain. Le ciblage de symboles de l'État (bâtiments publics ou forces de sécurité) s'inscrit dans le sillage du groupe EI ou encore EIGS (Etat Islamique dans le Grand Sahara). Par ailleurs, l'annonce de l'allégeance d'Ansar al-Sunna par l'EI via Amaq, son organe de presse²¹, témoigne de la volonté d'expansion et de décentralisation de l'EI pour qui le Moyen-Orient ne représente plus l'unique terrain depuis plusieurs années. Il est toutefois probable qu'à l'image de la relation entre EIGS et l'EI, la coopération entre l'EI et Ansar al-Sunna soit avant tout symbolique, puisque le groupe mozambicain s'autofinance par ses raids de villages et ses enlèvements et rançonnages de la population locale. Ce système de prédation de type criminel visant à s'approprier des richesses et à marginaliser certains locaux rappelle le caractère local du groupe djihadiste.²² Le rapprochement entre EI et Ansar al-Sunna est donc à nuancer, bien qu'il permette aux deux organisations de se légitimer. En effet, la province "État Islamique en Afrique Centrale" (EIAC) à laquelle les "Shebabs" mozambicains ont été rattachés ne correspond pas à une organisation cohérente ni à une continuité géographique. La dimension politique semble prédominer sur l'aspect idéologique des groupes composant l'EIAC et instrumentalisant ainsi leur affiliation à l'EI. Enfin, en plus de cette affiliation de circonstance à EI, le traitement de la situation par les autorités mozambicaines pourrait contribuer à l'enracinement de cette crise. Face aux premières attaques perpétrées par le groupe au Cabo Delgado, l'État mozambicain a préféré empêcher l'accès à la province aux journalistes de manière à ne pas décourager les potentiels investisseurs pour l'exploitation du gaz²³. Il est donc difficile de comprendre les revendications et l'organisation interne d'Ansar al-Sunna, dont l'action est minimisée par l'État qui préfère parler de groupe criminel, un terme qui nie le caractère idéologique et potentiellement durable de cette organisation. Par ailleurs, le Mozambique a renforcé la présence de son armée dans la province, mais ce faisant, a adopté une réponse violente contre les musulmans du Cabo

²¹ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200330-mozambique-filiale-locale-etat-islamique-ravage-deux-villes-nord?fbclid=IwAR2iTTm0DEgUnxo9pCVueIgS9gcDMYDiJ1dGr9RsgPqFBkiStL3UcE0sHG8>

²² https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2020/09/Cabo-Ligado-Weekly_-21-27-Sept.pdf

²³ https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/mozambique/au-mozambique-inquietudes-autour-de-la-disparition-d-un-journaliste_3959279.html?fbclid=IwAR3QZNsa7OhQZ2nmqpn_CfJ8qYRESQmOrJ-24UgncqdS4NBmU6hbBLxqh0o

Delgado. Des arrestations massives, ainsi que l'incendie de mosquées par l'armée ont été rapportés par l'ONG Human Rights Watch²⁴, ce qui risque à moyen terme de faciliter le recrutement des djihadistes dans la province, augmentant ainsi la distance symbolique entre Maputo et les musulmans mwani et makwa du Nord.



LA MENACE TERRORISTE SUR PALMA / APPEL AU SOUTIEN INTERNATIONAL

²⁴ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/05/au-mozambique-l-armee-et-la-police-accusees-de-graves-violations-des-droits-humains_5392855_3212.html

Les activités du groupe Ansar al-Sunnah ont causé entre octobre 2017 et octobre 2019 le déplacement de 900 000 réfugiés internes dans une zone stratégique pour le Mozambique. Depuis mars 2020, les attaques du groupe se sont intensifiées, démontrant sa capacité à s'enraciner dans la zone. La prise le 13 août 2020 de Mocimboa da Praia et les tentatives vaines de reprise de celle-ci illustrent les difficultés de l'armée du Mozambique et des sociétés militaires privées à faire face à cette nouvelle menace dans la région. Au vu de la montée en puissance des opérations du groupe ces derniers mois une implantation durable est à craindre si l'état mozambicain n'investit pas les moyens nécessaires pour contenir et vaincre cette menace.



LES JEUNES
IHEDN

publication@jeunes-ihedn.org